



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de décembre 2025

Canada

©Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Finances et du Revenu national, 2026
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document
en tout ou en partie doit être adressée au
ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. F12-4F-PDF
ISSN 1487-0142

Faits saillants

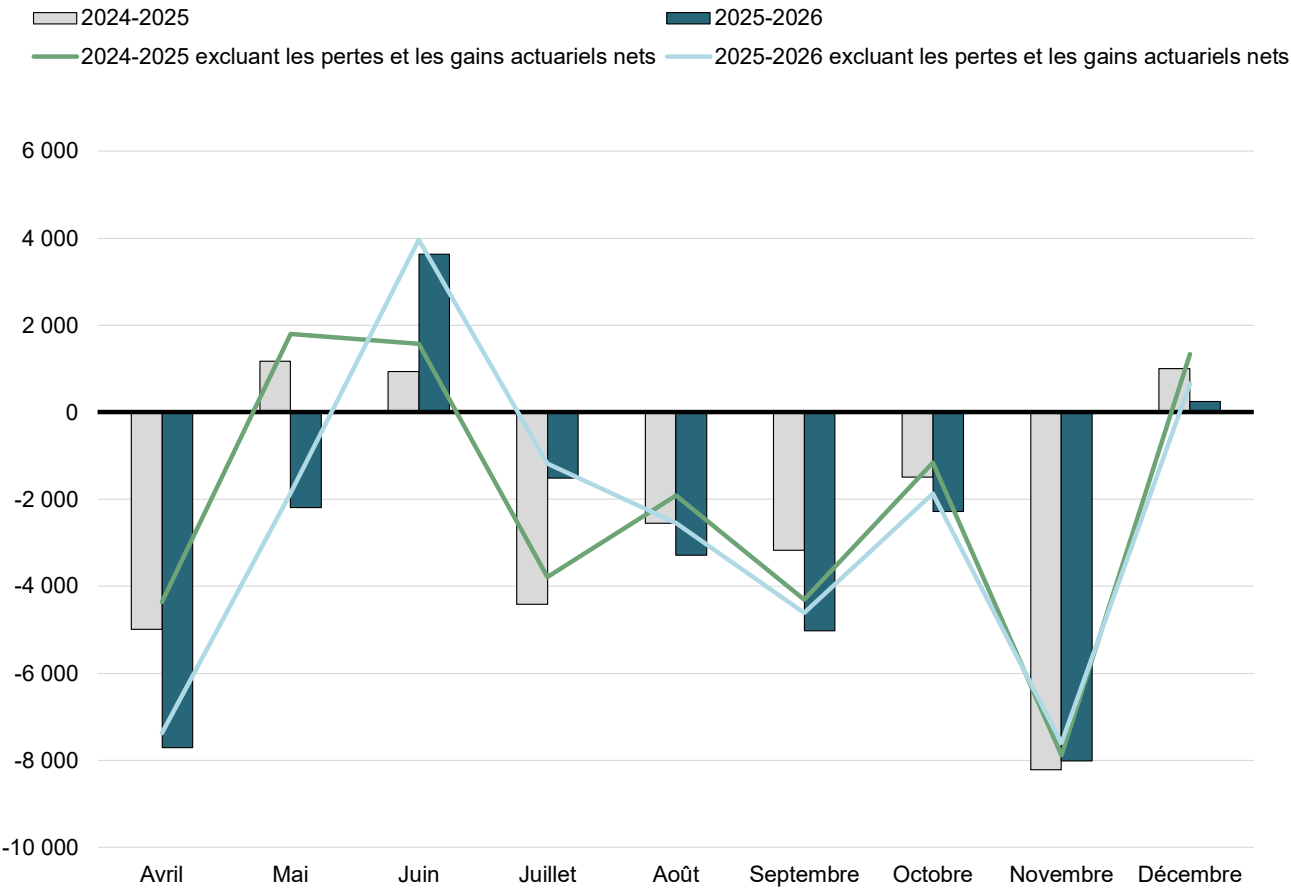
Décembre 2025

Le mois de décembre 2025 s’est soldé par un excédent budgétaire de 0,2 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 1,0 milliard de dollars en décembre 2024. L’excédent budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets se chiffrait à 0,7 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 1,3 milliard de dollars pour la même période en 2024-2025. Le solde budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets a pour but de compléter le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l’incidence de l’amortissement des pertes et des gains actuariels nets découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.

Graphique 1

Solde budgétaire mensuel et solde budgétaire excluant les pertes et les gains actuariels nets

M\$



Comparativement à décembre 2024 :

- Les revenus ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (4,0 %), ce qui s'explique en grande partie par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers, compensée en partie par la baisse des produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (6,9 %), principalement sous l'effet de la hausse des charges de programmes directes, des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités et des produits issus de la tarification de la pollution retournés.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars (3,6 %), en raison de la baisse des taux d'intérêt sur les bons du Trésor et des rajustements moins élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation, compensés en grande partie par la hausse des taux d'intérêt effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables.
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (23,9 %) en raison de l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement préparées pour les *Comptes publics du Canada 2025*, compensé en partie par la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

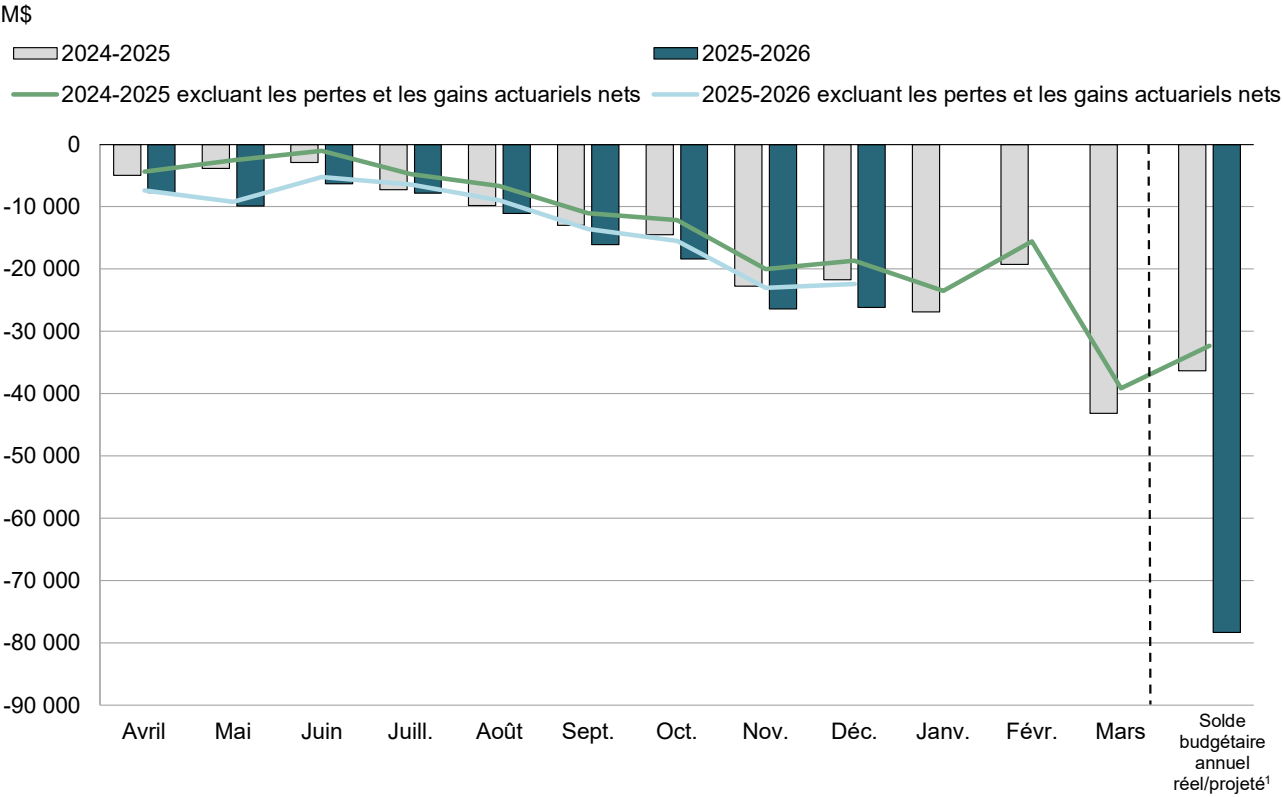
Avril à décembre 2025

Le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 26,1 milliards de dollars pour la période d'avril à décembre de l'exercice 2025-2026, par rapport à un déficit de 21,7 milliards de dollars pour la même période de 2024-2025. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes s'établissait à 22,4 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 18,7 milliards de dollars pour la période d'avril à décembre de 2024-2025.

Comparativement à 2024-2025 :

- Les revenus ont augmenté de 7,7 milliards de dollars (2,2 %), ce qui s'explique par l'augmentation des droits de douane à l'importation découlant des contre-mesures imposées en réponse aux droits de douane américains, ainsi que par l'augmentation des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers. Ces hausses ont été compensées en partie par une diminution des produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers et par une baisse des revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS).
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 11,7 milliards de dollars (3,5 %), sous l'effet de l'augmentation des charges de programmes directes, des principaux transferts aux particuliers et des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités, compensée en partie par l'élimination progressive de la Remise canadienne sur le carbone pour les particuliers.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars (0,6 %), sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt à court terme sur les bons du Trésor et des intérêts nets sur les opérations de swap de devises et les autres passifs, qui a été compensée en grande partie par l'augmentation des taux d'intérêt effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables ainsi que les rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (23,9 %), en raison de l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement au 31 mars 2025, compensé en partie par la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Graphique 2
Solde budgétaire cumulatif de l'exercice et solde budgétaire cumulatif excluant les pertes et les gains actuariels nets



¹Sources : Rapport financier annuel du gouvernement du Canada de 2024-2025; budget de 2025

Tableau 1
État sommaire des opérations

M\$

	Décembre		Avril à décembre	
	2024	2025	2024-2025	2025-2026
Opérations budgétaires				
Revenus	44 335	46 116	355 624	363 361
Charges				
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	-38 277	-40 906	-333 201	-344 910
Frais de la dette publique	-4 721	-4 550	-41 123	-40 856
Solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes	1 337	660	-18 700	-22 405
Pertes actuarielles nettes	-335	-415	-3 015	-3 735
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 002	245	-21 715	-26 140
Opérations non budgétaires	-21 900	-1 393	-75 480	-48 534
Ressources ou besoins financiers	-20 898	-1 148	-97 195	-74 674
Variation nette dans les activités de financement	18 326	-8 839	64 663	75 707
Variation nette de la trésorerie	-2 572	-9 987	-32 532	1 033
Trésorerie à la fin de la période			34 124	47 172

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Revenus

Au total, les revenus en décembre 2025 se sont chiffrés à 46,1 milliards de dollars, soit une hausse de 1,8 milliard de dollars (4,0 %) par rapport à décembre 2024.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (6,5 %) par rapport à la même période en 2024-2025, ce qui s'explique par des augmentations dans toutes les catégories de revenus à l'exception des revenus tirés de la TPS ainsi que des autres taxes, des taxes d'accise et des droits d'accise.
- Les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers ont diminué de 1,1 milliard de dollars (99,7 %), ce qui est attribuable à la fin de l'application de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1^{er} avril 2025. Le système fédéral de tarification fondé sur le rendement à l'égard des émissions industrielles demeure en vigueur. Ces chiffres continueront d'être présentés, en plus des rajustements concernant des réévaluations, des remboursements et des corrections se rapportant à des périodes antérieures.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 46 millions de dollars (3,2 %).
- Les autres revenus ont connu une hausse de 0,4 milliard de dollars (9,4 %), principalement sous l'effet d'une augmentation des revenus des sociétés d'État entreprises.

Les revenus pour la période d'avril à décembre de l'exercice 2025-2026 se sont élevés à 363,4 milliards de dollars, soit une hausse de 7,7 milliards de dollars (2,2 %) par rapport à la même période en 2024-2025.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 14,0 milliards de dollars (4,8 %), comparativement à la même période en 2024-2025, ce qui s'explique par la hausse des droits de douane à l'importation et des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers, compensée en partie par une baisse des revenus tirés de la TPS. L'augmentation des droits de douane à l'importation découle des contre-mesures imposées en réponse aux droits de douane américains.
- Les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers ont diminué de 8,9 milliards de dollars (102,5 %), ce qui est attribuable à la fin de l'application de la redevance fédérale sur les combustibles.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (5,2 %), sous l'effet d'une augmentation du nombre de personnes en emploi.
- Les autres revenus ont augmenté de 1,6 milliard de dollars (4,7 %), principalement sous l'effet de la hausse des revenus des sociétés d'État entreprises et de l'augmentation des revenus extracôtiers, compensées en partie par la baisse des revenus d'intérêts et de pénalités.

Tableau 2
Revenus

	Décembre			Avril à décembre		
	2024	2025	Variation	2024-2025	2025-2026	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	21 966	22 841	4,0	163 428	167 333	2,4
Sociétés	8 693	10 021	15,3	61 878	69 253	11,9
Non-résidents	918	1 163	26,7	9 715	9 672	-0,4
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	31 577	34 025	7,8	235 021	246 258	4,8
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	4 951	4 905	-0,9	43 172	41 629	-3,6
Taxes sur l'énergie	405	426	5,2	4 210	4 233	0,5
Droits de douane à l'importation	464	534	15,1	4 059	8 244	103,1
Autres taxes, taxes d'accise et droits d'accise	652	641	-1,7	5 575	5 670	1,7
Total des autres taxes et droits	6 472	6 506	0,5	57 016	59 776	4,8
Total des revenus fiscaux	38 049	40 531	6,5	292 037	306 034	4,8
Produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers	1 102	3	-99,7	8 716	-216	-102,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 436	1 482	3,2	20 564	21 639	5,2
Autres revenus	3 748	4 100	9,4	34 307	35 904	4,7
Total des revenus	44 335	46 116	4,0	355 624	363 361	2,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

Pour le mois de décembre 2025, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont chiffrées à 40,9 milliards de dollars, soit une hausse de 2,6 milliards de dollars (6,9 %) par rapport à décembre 2024.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs ainsi que les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,6 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (1,3 %).
 - Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,1 milliard de dollars (4,1 %).
 - Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs a augmenté de 41 millions de dollars (215,8 %), ce qui est attribuable à une baisse du montant révisé des prestations et aux réductions effectuées durant l'exercice visant des réévaluations antérieures.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (6,5 %), en partie sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation, qui prend effet le 1^{er} juillet de chaque année.
- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (9,0 %), sous l'effet principalement des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des versements au titre des accords de santé avec les provinces et territoires, ainsi que des hausses prévues par la loi pour le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, les transferts au titre de la péréquation et les transferts aux territoires.
- Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (566,3 %), en raison principalement du calendrier des paiements de la Remise canadienne sur le carbone pour les petites entreprises. Il s'agit de paiements résiduels pour des produits perçus vers la fin de 2024-2025, conformément à l'élimination progressive de la Remise canadienne sur le carbone.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (6,2 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Les autres paiements de transfert ont diminué de 19 millions de dollars (0,3 %).
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (11,0 %), principalement sous l'effet d'une modification de la méthode de comptabilisation des charges pour créances irrécouvrables liées aux impôts à recevoir, qui a fait que des charges ont été comptabilisées plus tôt dans le présent exercice au lieu d'à la période d'après le mois de mars, de même que sous l'effet d'une augmentation des charges au titre de la défense.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars (3,6 %), en raison de la baisse des taux d'intérêt sur les bons du Trésor et des rajustements moins élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation, compensés en grande partie par la hausse des taux d'intérêt effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables.

Les pertes actuarielles nettes, qui représentent l'amortissement des changements à la valeur des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs et les actifs connexes, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (23,9 %), ce qui s'explique en grande partie par l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles préparées pour les *Comptes publics du Canada 2025* et la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Pour la période d'avril à décembre de l'exercice 2025-2026, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 344,9 milliards de dollars, soit une hausse de 11,7 milliards de dollars (3,5 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 5,9 milliards de dollars (6,0 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (2,2 %), en raison principalement de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées.

- Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (14,7 %), principalement en raison du taux de chômage plus élevé pendant cette période par rapport à l'année précédente, de même que d'une nouvelle mesure qui a facilité l'accès aux prestations d'assurance-emploi.
- Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs a augmenté de 0,9 milliard de dollars (113,0 %), ce qui est attribuable à une baisse du montant révisé des prestations et aux réductions effectuées durant l'exercice visant des réévaluations antérieures.
- Les prestations pour enfants ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (5,0 %), en partie sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation.
- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont augmenté de 5,0 milliards de dollars (6,4 %), principalement sous l'effet des hausses prévues par la loi au titre du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts au titre de la péréquation et des transferts aux territoires, de même que des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des versements au titre des accords de santé et d'une augmentation des transferts relatifs au système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.
- Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont diminué de 7,9 milliards de dollars (69,8 %), principalement sous l'effet de l'élimination structurelle progressive de la Remise canadienne sur le carbone à la suite de l'élimination de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1^{er} avril 2025. Par conséquent, les paiements au titre de la Remise canadienne sur le carbone pour les petites entreprises pour la dernière année de redevance sur les combustibles (2024-2025) qui ont été versés durant cette période ont aussi été considérablement inférieurs à ceux de l'exercice 2024-2025, conformément à ce qui avait précédemment été annoncé à l'égard du fonctionnement du programme et du calendrier de versement des paiements aux entreprises admissibles.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 8,8 milliards de dollars (6,0 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (0,4 %), ce qui s'explique principalement par la mise en place de paiements de transfert au titre du Régime canadien de soins dentaires et la hausse des contributions au titre de la défense, compensées en grande partie par une baisse des paiements de transfert en lien avec les peuples autochtones.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 8,6 milliards de dollars (9,8 %), principalement en raison d'une modification de la méthode de comptabilisation des charges pour créances irrécouvrables liées aux impôts à recevoir, qui a fait que des charges ont été comptabilisées plus tôt dans le présent exercice au lieu d'à la période d'après le mois de mars, de même qu'en raison d'une hausse des coûts du personnel et des charges au titre de la défense.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars (0,6 %), sous l'effet d'une baisse des taux d'intérêt à court terme sur les bons du Trésor et des intérêts nets sur les opérations de swap de devises et les autres passifs, compensée en grande partie par l'augmentation des taux d'intérêt effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables ainsi que les rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (23,9 %), en raison de l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles à jour des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement au 31 mars 2025, compensé en partie par la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Tableau 3
Charges

	Décembre			Avril à décembre		
	2024	2025	Variation	2024-2025	2025-2026	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	6 837	6 928	1,3	60 188	61 494	2,2
Prestations d'assurance-emploi	2 490	2 388	-4,1	17 658	20 245	14,7
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs ¹	-19	22	215,8	-813	106	113,0
Prestations pour enfants	2 431	2 590	6,5	21 264	22 333	5,0
Total des principaux transferts aux particuliers	11 739	11 928	1,6	98 297	104 178	6,0
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités						
Transfert canadien en matière de santé	4 340	4 557	5,0	39 061	41 014	5,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 409	1 451	3,0	12 682	13 062	3,0
Péréquation	2 104	2 181	3,7	18 940	19 627	3,6
Formule de financement des territoires	351	373	6,3	4 107	4 369	6,4
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	605	557	-7,9	3 349	3 834	14,5
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	311	355	14,1	2 152	2 365	9,9
Accords en matière de santé avec les provinces et territoires ²	12	455	3 691,7	2 837	3 754	32,3
Autres arrangements fiscaux ³	-630	-662	-5,1	-5 851	-5 796	0,9
Total des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités	8 502	9 267	9,0	77 277	82 229	6,4
Produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers	98	653	566,3	11 363	3 437	-69,8
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	7 547	7 528	-0,3	58 446	58 654	0,4
Charges de fonctionnement	10 391	11 530	11,0	87 818	96 412	9,8
Total des charges de programmes directes	17 938	19 058	6,2	146 264	155 066	6,0
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	38 277	40 906	6,9	333 201	344 910	3,5
Frais de la dette publique	4 721	4 550	-3,6	41 123	40 856	-0,6
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	42 998	45 456	5,7	374 324	385 766	3,1
Pertes actuarielles nettes	335	415	23,9	3 015	3 735	23,9
Total des charges	43 333	45 871	5,9	377 339	389 501	3,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le soutien au revenu à la COVID-19 pour les travailleurs inclut la Prestation canadienne d'urgence, la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants, la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement.

² Les accords de santé avec les provinces et territoires incluent les accords bilatéraux relatifs au plan *Travailler ensemble* et les accords bilatéraux pour *Vieillir dans la dignité*. Les fonds restants au titre des accords bilatéraux sur les services de soins à domicile, de soins communautaires, de soins en santé mentale et de traitement contre la toxicomanie ont été intégrés dans ces accords.

³ Les autres arrangements fiscaux comprennent : l'abattement du Québec (recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents), qui représente les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt, les subventions législatives et d'autres éléments.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

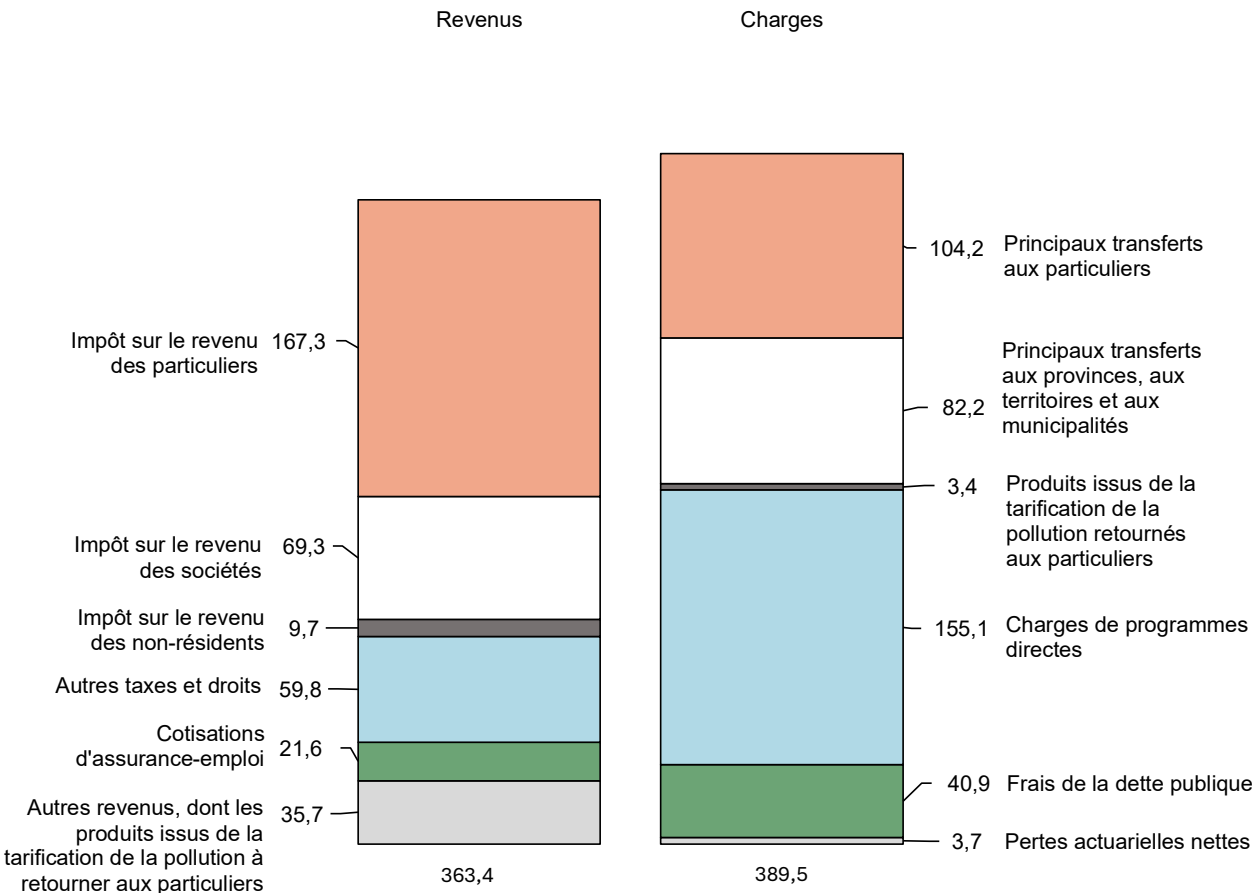
Tableau 4

Total des charges, par article de charges

	Décembre		Variation	Avril à décembre		Variation
	2024	2025		2024-2025	2025-2026	
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paiements de transfert	27 886	29 376	5,3	245 383	248 498	1,3
Autres charges						
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes	6 176	6 679	8,1	53 378	57 278	7,3
Transports et communications	240	329	37,1	2 244	2 383	6,2
Information	49	54	10,2	287	296	3,1
Services professionnels et spéciaux	1 827	2 232	22,2	13 971	14 571	4,3
Location	305	314	3,0	3 324	3 571	7,4
Réparation et entretien	394	457	16,0	2 599	2 852	9,7
Services publics, fournitures et approvisionnements	311	412	32,5	2 424	2 649	9,3
Autres subventions et charges	644	651	1,1	5 513	8 518	54,5
Amortissement des immobilisations corporelles	434	393	-9,4	3 994	4 192	5,0
Perte nette sur cession de biens	11	9	-18,2	84	102	21,4
Total des autres charges	10 391	11 530	11,0	87 818	96 412	9,8
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	38 277	40 906	6,9	333 201	344 910	3,5
Frais de la dette publique	4 721	4 550	-3,6	41 123	40 856	-0,6
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	42 998	45 456	5,7	374 324	385 766	3,1
Pertes actuarielles nettes	335	415	23,9	3 015	3 735	23,9
Total des charges	43 333	45 871	5,9	377 339	389 501	3,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Graphique 3
Revenus et charges (d’avril à décembre 2025)
G\$



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 74,7 milliards de dollars d'avril à décembre 2025

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou des besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 26,1 milliards de dollars et des besoins financiers de 48,5 milliards de dollars au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à décembre 2025 s'est soldée par des besoins financiers de 74,7 milliards de dollars, comparativement à des besoins financiers de 97,2 milliards de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M\$

	Décembre		Avril à décembre	
	2024	2025	2024-2025	2025-2026
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 002	245	-21 715	-26 140
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	3 160	5 952	-14 432	-5 308
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	1 239	1 796	6 453	9 281
Comptes de changes et produits dérivés	-1 690	789	-7 425	3 531
Prêts, placements et avances	-23 218	-7 660	-53 649	-46 121
Actifs non financiers	-1 391	-2 270	-6 427	-9 917
Total des opérations non budgétaires	-21 900	-1 393	-75 480	-48 534
Ressources ou besoins financiers	-20 898	-1 148	-97 195	-74 674

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 75,7 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 74,7 milliards de dollars et augmenté les soldes de trésorerie de 1,0 milliard de dollars en augmentant la dette non échue de 75,7 milliards de dollars. L'accroissement de la dette non échue a principalement été obtenu par l'émission d'obligations négociables.

À la fin du mois de décembre 2025, les soldes de trésorerie s'élevaient à 47,2 milliards de dollars, soit 13,0 milliards de dollars de plus qu'à la fin du mois de décembre 2024.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M\$

	Décembre		Avril à décembre	
	2024	2025	2024-2025	2025-2026
Ressources ou besoins financiers	-20 898	-1 148	-97 195	-74 674
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	10 652	14 041	39 200	89 633
Bons du Trésor	6 153	-22 166	18 521	-9 112
Total des emprunts en dollars canadiens	16 805	-8 125	57 721	80 521
Emprunts en devises	1 560	-698	7 170	-4 885
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	18 365	-8 823	64 891	75 636
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-39	-16	-228	71
Variation nette dans les activités de financement	18 326	-8 839	64 663	75 707
Variation de la trésorerie	-2 572	-9 987	-32 532	1 033
Trésorerie à la fin de la période			34 124	47 172

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Dette fédérale

La dette fédérale, ou le déficit accumulé, correspond à l'écart entre le total des passifs et le total des actifs du gouvernement. La variation d'une année sur l'autre du déficit accumulé reflète le solde budgétaire cumulatif auquel s'ajoutent les gains et les pertes de réévaluation.

Les gains et pertes de réévaluation comprennent :

- les changements à la valeur marchande des produits dérivés, comme les accords de swap et les contrats à terme sur devises, auxquels le gouvernement a recours pour gérer les risques financiers;
- certains gains et pertes non réalisés sur instruments financiers et certains gains et pertes actuariels liés aux pensions et autres avantages futurs des employés déclarés par les sociétés d'État consolidées, les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises publiques.
- Les gains et les pertes de réévaluation ne sont pas pris en compte dans le solde budgétaire, mais sont plutôt imputés directement au déficit accumulé.

Le déficit accumulé a augmenté de 27,4 milliards de dollars entre avril et décembre 2025, en raison du déficit budgétaire de 26,1 milliards de dollars et des pertes de réévaluation nettes de 1,3 milliard de dollars.

Tableau 7

État condensé de l'actif et du passif

M\$

	31 mars 2025	31 décembre 2025	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	259 725	249 995	-9 730
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	1 169 397	1 259 030	89 633
Bons du Trésor	282 252	273 140	-9 112
Total partiel	1 451 649	1 532 170	80 521
Payable en devises	29 557	24 672	-4 885
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	4 681	4 752	71
Total de la dette non échue	1 485 887	1 561 594	75 707
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	162 746	156 785	-5 961
Autres avantages futurs pour les employés et les anciens combattants	213 667	229 201	15 534
Autres passifs	7 031	6 739	-292
Total des régimes de retraite et autres passifs	383 444	392 725	9 281
Total de la dette portant intérêt	1 869 331	1 954 319	84 988
Passif des comptes d'opérations de change	47 697	46 428	-1 269
Produits dérivés ¹	5 583	3 121	-2 462
Total des passifs	2 182 336	2 253 863	71 527
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	281 394	278 005	-3 389
Actifs des comptes d'opérations de change	201 362	193 116	-8 246
Produits dérivés ¹	1 752	17	-1 735
Prêts, placements et avances (après déduction des provisions) ²	278 520	326 100	47 580
Actifs des régimes de retraite du secteur public	25 722	25 722	-
Total des actifs financiers	788 750	822 960	34 210
Dette nette	1 393 586	1 430 903	37 317
Actifs non financiers	127 102	137 019	9 917
Dette fédérale (déficit accumulé)	1 266 484	1 293 884	27 400

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le solde net des actifs et passifs dérivés au 31 décembre 2025 comprend des pertes nettes de réévaluation de 2,7 milliards de dollars provenant du changement à leur valeur marchande pendant la période d'avril à décembre 2025.

² Le montant du 31 décembre 2025 comprend des gains nets de réévaluation de 1,5 milliard de dollars provenant des sociétés d'État entreprises et d'autres entreprises publiques, ainsi que des variations de la juste valeur des placements détenus par les sociétés d'État consolidées, pour la période d'avril à décembre 2025.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les Comptes publics du Canada.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des Comptes publics du Canada accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des charges. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les Comptes publics du Canada annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que des renseignements additionnels sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus ainsi que les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures déjà annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf indication contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Gina Clark à l'adresse suivante : gina.clark@fin.gc.ca.

Février 2026